

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 CHAMBERY

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/07/2024

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERES MBTP

200, Z.I. Le Jasmin
73240 SAINT-GENIX-LES-VILLAGES

Références : 20240717-RAP-InspCarrieresMBTP_Champagneux-Complet
Code AIOT : 0006101539

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée, le 17/07/2024, dans l'établissement "CARRIERES MBTP" implanté au lieu-dit "Le Pisseur" sur la commune de CHAMPAGNEUX (73240). L'inspection a été annoncée le 08/07/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite, planifiée dans le cadre du « plan pluriannuel de contrôle » du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) intervenait par ailleurs dans un contexte de suivi des dispositions relatives à la méthodologie d'exploitation de l'éboulis suite à la transmission, par l'exploitant, d'un rapport géotechnique du 12/05/2024 relatif notamment à un diagnostic géologique de l'évolution des risbermes et des gradins depuis les précédentes observations de terrain réalisées en mars 2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES MBTP
- Lieu-dit "Le Pisseur" 73240 CHAMPAGNEUX
- Code AIOT : 0006101539
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

Par arrêté préfectoral du 07/01/2009, la société Carrieres MBTP SAS a été autorisée à poursuivre et à étendre l'exploitation de la carrière de roches et éboulis calcaires dite "carrière de Champagneux" pour une durée de 19 ans (les 3 dernières années étant dédiées à la remise en état finale du site) avec une production annuelle maximale de 100 000 tonnes (production annuelle moyenne de 70 000 tonnes).

Le site de la carrière, implanté en bordure de la route départementale RD 1516, est surplombé par une barre rocheuse (falaises) naturelle.

Une installation de traitement de matériaux fixe était également présente sur site jusqu'en 2022, de même qu'une installation de pesée et des stocks de produits finis.

Ces installations ont depuis été retirées suite à la définition de mesures de protection contre l'aléa chutes de blocs sur le secteur Nord du site.

L'activité de traitement de matériaux sera cependant poursuivie par campagnes au moyen d'un groupe mobile.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Conduite de l'exploitation (méthodologie d'exploitation/extraction) ;
- Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille (surveillance des instabilités) ;
- Surveillance qualitative et quantitative des eaux souterraines ;
- Télédéclaration annuelle GERE (déchets, "enquête annuelle carrière").

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- **« avec suites administratives »** : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- **« susceptible de suites administratives »** : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- **« sans suite administrative »**.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Conduite d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, articles 7.4 et 7.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
2	Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5	Demande d'action corrective	2 mois
3	Eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 16.5 et annexe IV	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
4	Réglementation générale	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – Point V	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les précédentes visites d'inspection avaient permis de mettre en lumière puis de confirmer le non-respect de la méthodologie d'exploitation de l'éboulis prescrite par l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du site.

Dans ce contexte, aggravé par un aléa élevé de risques de chutes de blocs sur certains secteurs de la carrière depuis les falaises surplombant le site (risque plus ou moins marqué selon les secteurs), l'exploitant a fait réaliser des travaux de redimensionnement de certains des ouvrages de protection périphériques (merlons végétalisés) bordant le linéaire du site contigu à la route départementale.

Cette visite d'inspection a permis d'attester du respect des dispositions constructives prescrites par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Cependant, l'inspection a par ailleurs, mis en évidence l'incapacité de l'exploitant, à ce stade, à pouvoir mettre en œuvre la méthodologie d'exploitation prescrite (géométrie des fronts) du fait d'un problème de fracturation de la roche mère sur ce secteur empêchant toute réalisation de risberme. Des investigations complémentaires (sondages), par un bureau d'étude géotechnique, sont donc nécessaires sur ce secteur et un rapport de synthèse présentant les conclusions de ces investigations et les préconisations techniques émises pour une possible reprise des opérations d'extraction est attendu.

Dans l'attente, l'exploitant s'est engagé à suspendre toute activité extractive de l'éboulis.

Enfin, la visite a permis d'attester de la mise en place d'un suivi de la qualité des eaux souterraines conformément aux prescriptions fixées pour le site.

Pour autant, l'exploitant doit transmettre au préfet les procès verbaux de fin de travaux concernant respectivement la création ainsi que l'abandon d'ouvrages piézométriques composant le réseau de surveillance. Les nouvelles modalités de surveillance des eaux souterraines devront par ailleurs être notifiées au préfet au travers du dossier de "Porter à connaissance" attendu concernant les modifications globales des conditions d'exploitation du site.

Le cas échéant, une déclaration au titre du code minier est également attendu, en application de son article L. 411-1.

Des demandes ont été formulées en ce sens au travers du présent rapport.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conduite d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.4 et 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Géométrie des fronts et des risbermes
Prescription contrôlée : Article 7.4 : Conduite de l'exploitation L'exploitation doit être réalisée selon les principes qui suivent : <ul style="list-style-type: none">• Mise en place d'un merlon de protection le long de la RD 1516 dans le prolongement de l'ouvrage existant. Ce merlon sera réalisé dans un délai maximal d'un an à compter de la notification du présent arrêté. [...]• Prolongation du front de taille vers le sud-ouest en conservant la même géométrie de front (5 gradins supérieurs de 15 m de hauteur et 2 gradins inférieurs de 30 m de hauteur). La méthode d'exploitation retenue est décrite au paragraphe suivant (exploitation de l'éboulis et de la roche massive). L'exploitation sera menée de haut en bas par tranches successives de 15 mètres de hauteur comprenant pour chacune d'entre elles l'enlèvement de l'éboulis et l'abattage des roches en place suivant un front se déplaçant parallèlement à la RD 1516. [...] Article 7.5 : Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille [...] Des risbermes de 7 m de largeur minimale sont conservées entre chaque gradin. [...]
Constats : Pour rappel, en conclusion de la précédente visite d'inspection de mai 2023, il avait été indiqué que : " [...], compte tenu des incertitudes qui demeurent à ce jour concernant la possibilité technique de poursuivre l'exploitation du gisement selon la méthodologie initialement prescrite, l'exploitant, dès la reprise d'activité annuelle de 2024, devra tenir informé le service d'inspection ICPE des constats de terrain réalisés au fur et à mesure des actions entreprises, et ce afin d'être en capacité de statuer sur la conduite à adoptée afin d'assurer le cas échéant, une poursuite de l'exploitation dans des conditions de sécurité définies. " Le jour de la visite d'inspection, le site était en activité avec la présence, sur la plateforme sommitale de la zone d'extraction, au Sud de la carrière, d'une pelle mécanique (extraction de matériaux dans l'éboulis, en pied de gradin n° 3) ainsi que d'un boteur sur chenilles (poussée des matériaux en pied de l'éboulis par une verse) dans l'attente d'une opération de traitement ultérieure des matériaux au moyen d'un groupe mobile. Dans le cadre de la préparation de cette inspection, l'exploitant a transmis au service d'inspection, par courriel du 11/07/2024, une note technique SAGE (Réf. JB - RP9490f du 12/05/24) relative à un diagnostic géologique de l'évolution des risbermes ainsi qu'à un bilan des modifications des installations au niveau du carreau de la carrière. Diagnostic géologique de l'évolution des risbermes : Les observations de terrain ont été réalisées le 10 avril 2024. Le bureau d'étude SAGE note des évolutions non négligeables au niveau des gradins 2 et 3 (instabilité C27, C28 (éboulement), GR3-C2 et GR3-C3) ainsi que, plus en amont, des évolutions non significatives au niveau des gradins 4 à 8. Au regard de ce qui précède, SAGE a préconisé de réaliser deux actions pour sécuriser la campagne de terrassement 2024 : <ul style="list-style-type: none">• Purges manuelles (équipes de 2 cordistes) au niveau de la crête du gradin 3 pour éliminer les blocs en équilibre (instabilité GR3-C2+ GR3-C1 à tester) ;• Surveillance de l'instabilité GR3-C3 <u>avant et pendant les phases de terrassement à l'aval</u> afin de vérifier l'absence d'évolution des fissures. Enfin, il a été préconisé d'éviter le travail des engins au droit des instabilités C27 et C28a.

Profils de terrassement :

Il ressort que le terrassement du pied du gradin n° 3 (correspondant à l'abaissement projeté de la risberme n° 2) n'a pas été réalisé selon les préconisations techniques/méthodologiques émises par SAGE dans un précédent rapport (RP 9490d). Pour rappel, la risberme n° 2 présentait alors une largeur de 2,5 mètres (en lieu et place des 7 mètres prescrits) et le front/gradin n°3 une hauteur de 16,31 mètres (pour 15 mètres prescrits).

Il en ressort que **le gradin n° 3 a été descendu de 5 m sans que ne soit réalisé le risberme "intermédiaire"** qu'attendu.

La société MBTP a indiqué que ce reprofilage a été imposé par la fracturation de la roche empêchant de réaliser la risberme comme prévu.

Le rapport SAGE précise cependant que :

" D'un point de vue géotechnique, cette différence n'apporte pas de changement dans la stabilité générale des risbermes qui reste satisfaisante (hors instabilités ponctuelles telles que GR3-C3).

Et de conclure : "Pour la suite des terrassements, il est recommandé de rester sur les profils établis dans l'arrêté préfectoral et rappelé dans le rapport SAGE RP9490d [...]."

Dans une note de synthèse du 06/08/2024 transmise au service d'inspection ICPE, l'exploitant indique qu'au regard des constats de terrain précités, il souhaite faire intervenir à nouveau le bureau d'étude SAGE afin de réaliser un sondage au niveau de la risberme n° 2 dans le but de s'assurer de la solidité de la roche sur ce secteur.

L'exploitant précise par ailleurs qu'en cas de constat de roche de "meilleure qualité", il envisage de faire un gradin n° 3 d'une hauteur de 30 mètres [...].

A noter que le 09/08/2024, l'exploitant a informé le service d'inspection, à l'occasion d'un échange téléphonique, de la suspension des opérations d'extraction (enlèvement des deux engins du carreau sommital) et ce jusqu'à nouvel ordre et dans l'attente des résultats des investigations de terrains qui seront conduites prochainement par SAGE.

Il convient de noter que le jour de l'inspection, il n'a pas été constaté la présence d'engins au droit des instabilités C27 et C28a.

Pour autant, l'exploitant n'a pas justifié de la réalisation préalable des opérations de mise en sécurité de la zone d'extraction (purgés manuelles) avant la reprise de l'exploitation de l'éboulis ni de la mise en oeuvre de mesures organisationnelles visant à assurer une surveillance (absence d'évolution des fissures) de l'instabilité GR3-C3 avant et pendant les phases de terrassement à l'aval.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est ici rappelé à l'exploitant son obligation de se conformer strictement aux dispositions de son arrêté préfectoral d'autorisation s'agissant de la méthodologie d'exploitation et plus particulièrement de la géométrie des fronts d'exploitation de l'éboulis (hauteurs des fronts/largeur des risbermes).

Aussi, en l'état actuel et compte tenu des difficultés techniques rencontrées par l'exploitant pour constituer une nouvelle risberme à la largeur prescrite en pied de gradin n° 3, il est demandé à l'exploitant :

- De **suspendre sans délai toute activité extractive** dans l'éboulis (tel que déjà annoncé par l'exploitant) ;
- De justifier de la réalisation, par un bureau d'étude géotechnique :
 - Des opérations de mise en sécurité de la zone d'extraction précitées ;
 - Des investigations de terrains (sondages) nécessaires à la bonne compréhension des phénomènes mécaniques et géologiques qui se jouent au droit de la plateforme sommitale actuelle.

A cet effet, l'exploitant transmettra au service d'inspection ICPE, **sous un délai n'excédant pas 15 jours après réception du rapport technique du bureau d'étude géotechnique**, une note de synthèse précisant l'état des lieux au droit de la zone d'extraction de l'éboulis ainsi que les préconisations

techniques émises par le bureau d'étude ainsi que, le cas échéant, les propositions de modification des conditions d'exploitations envisagées pour la poursuite des opérations d'extraction de l'éboulis et de remise en état du site dans des conditions de sécurité satisfaisantes.
Toute proposition de modifications des conditions d'exploitation de la carrière devra préalablement faire l'objet d'un "Porter à connaissance" visant à statuer sur la substantialité de ces dernières, en application de l'article L. 181-14 du code de l'environnement.
Dans le meilleur des cas (modification jugée notable), la reprise de l'activité extractive du site selon de nouvelles modalités ne pourra être autorisée qu'après délivrance d'un arrêté préfectoral complémentaire, pris dans les formes prévues à l'article R. 181-45 du code de l'environnement.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 7.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des instabilités
Prescription contrôlée : Article 7.5 : Sécurité de l'éboulis et des fronts de taille [...] L'évolution de la stabilité de l'écaille rocheuse identifiée en limite nord du site fera l'objet d'un contrôle annuel par une entreprise spécialisée. A l'issue de chaque visite sera émis un rapport de synthèse portant sur la stabilité de l'écaille. Selon les résultats obtenus, l'inspecteur des installations classées pourra modifier la fréquence des contrôles.
Constats : L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter en séance un rapport de synthèse portant sur la surveillance annuelle de la stabilité de cet éperon rocheux au titre de l'année 2024. En réponse au questionnement du service d'inspection, l'exploitant a indiqué que, du fait du plan de charge du bureau d'étude SAGE sur le premier trimestre de l'année 2024, cette expertise n'a à ce jour pas pu être conduite. L'exploitant a néanmoins précisé qu'une visite a bien été planifiée pour fin août/début septembre 2024 (date de fin de congés de la société MBTP). Pour rappel, la dernière analyse de la stabilité de cette écaille rocheuse a été réalisée par SAGE en mars 2023 (note technique du 02/05/2023). Enfin, toujours pour rappel, suite à l'existence avérée d'un risque de chutes de blocs sur le secteur Nord du site de la carrière l'exploitant a d'ores et déjà procédé à une refonte complète de l'organisation des activités du site, à savoir : - La fin de l'activité de négoce de matériaux sur site. Les matériaux sont maintenant acheminés sur le site de Brégnier-Cordon en vue de leur commercialisation ; - Le démantèlement du dispositif de pesée (pont bascule), du bungalow d'accueil client et enfin des installations de traitement de matériaux fixes (concassage/criblage), jusqu'alors implantées à proximité de l'entrée du site. Ces dernières ont été remplacées par un concasseur mobile implanté en zone d'aléa faible.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de transmettre, sous un délai de 2 mois , copie d'un note technique SAGE (rapport de synthèse) portant sur la stabilité de l'écaille rocheuse Nord <u>pour l'année 2024</u> .
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/01/2009, article 16.5 et annexe IV
Thème(s) : Risques chroniques, Suivi de la qualité des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Article 16.5 : Suivi de la qualité des eaux souterraines : L'exploitant installe autour de la carrière un réseau de mesure de la qualité des eaux souterraines constitué de piézomètres dont le nombre, la profondeur, la disposition et la fréquence de prélèvement sont déterminés sur la base d'une étude réalisée dans un délai de six mois. La réalisation et l'exploitation de ces piézomètres doivent s'effectuer en conformité avec les prescriptions de l'annexe IV. [...] Les paramètres à analyser dans les échantillons prélevés sont au minimum : le pH, la température, la conductivité, l'oxygène dissous, la demande chimique en oxygène (DCO), les matières en suspension (MES), les hydrocarbures, les sulfates (SO42-), le fer total (Fe), les BTEX (benzène, toluène, éthyl-benzène et xylènes), les COHV (composés organo-halogénés volatils) et les métaux lourds. Ces analyses sont réalisées par un laboratoire compétent. Pendant l'exploitation, l'exploitant effectue a minima une surveillance semestrielle, du niveau des eaux souterraines et de la qualité de ces eaux, en période de hautes et basses eaux. Pour chaque puits, les résultats d'analyse doivent être consignés dans les tableaux (éventuellement sous forme électronique) comportant les éléments nécessaires à leur évaluation (niveau d'eau, paramètres suivis, analyses de référence...). [...] Annexe IV de l'arrêté préfectoral d'autorisation : 1 - Conditions de réalisation et d'équipement des ouvrages 1.3 - Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux de réalisation, l'exploitant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant : <ul style="list-style-type: none">- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;- le nombre d'ouvrages effectivement réalisés, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000 , les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et leurs coordonnées géographiques (Lambert II étendu), la cote de la tête de l'ouvrage par référence au nivellement de la France et <u>le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;</u>- pour chaque ouvrage : la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cimentations, profondeurs atteintes, développement effectués...) ;- les modalités d'équipement des ouvrages et le compte rendu des travaux de comblement, tel que prévu à l'article 2.2 pour ceux qui sont abandonnés ;- les résultats des analyses d'eau effectuées le cas échéant. 2 - Conditions de surveillance et d'abandon des ouvrages 2.2 - Tout ouvrage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. <u>Pour les ouvrages interceptant plusieurs aquifères superposés, l'exploitant communique au préfet au moins un mois avant le début des travaux, les modalités de comblement</u> comprenant : <ul style="list-style-type: none">- la date prévisionnelle des travaux de comblement ;- l'aquifère précédemment surveillé ;- une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit de l'ouvrage à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les

techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement.

Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, l'exploitant en rend compte au préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications par rapport au document transmis préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Pour les ouvrages se trouvant dans les autres cas, l'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage.

Constats :

En réponse à la précédente visite d'inspection, l'exploitant a justifié de la réalisation, à fréquence semestrielle, du suivi de la qualité des eaux souterraines sur l'année 2023 par la transmission d'un rapport Anteagroup (réf. n° 126714/A) de novembre 2023

Ce rapport contient par ailleurs un bilan des résultats du suivi piézométrique des eaux souterraines ainsi que des causes possibles inhérentes aux variations enregistrées sur certains des paramètres précédemment analysés.

Pour rappel :

- Le suivi de la qualité des eaux souterraines est réalisé à partir d'un réseau de surveillance composé de 2 piézomètres (Pz A aval et Pz B "Nord"/amont) ;
- Depuis octobre 2021, une analyse supplémentaire est réalisée, en complément du programme de suivi au droit du pompage (puit d'arrosage) présent sur site entre les deux ouvrages précités ;
- Ces ouvrages ont fait l'objet de travaux en octobre 2019 (approfondissement du PZ B et remplacement du PZ A) ;
- Suite à l'approfondissement du piézomètre Nord, il est apparu que le piézomètre aval intéressait des circulations d'eaux superficielles au sein des éboulis et non les eaux de la nappe d'accompagnement du Rhône. Il avait alors été préconisé d'approfondir l'ouvrage de 10 mètres minimum afin de recouper la nappe alluviale.

Bilan 2023 :

Les mesures et prélèvements ont été réalisés en avril et septembre 2023.

Les travaux effectués sur les piézomètres à l'automne 2019, ont permis de mettre en évidence la présence de deux niveaux superposés, un superficiel recoupé au niveau de l'ouvrage aval (PZ A) avec un niveau moyen de l'ordre de 221m NGF et un niveau plus profond, à une côte moyenne légèrement inférieure à 214 m NGF, en cohérence avec les niveaux de la nappe alluviale du Rhône.

Il est précisé que :

" La réalisation d'un nouveau piézomètre aval plus profond, prévu début 2024, permettra de suivre de manière plus précise la qualité de la nappe d'accompagnement du Rhône en amont et aval de la carrière."

Concernant la qualité des eaux souterraines, on note que depuis les travaux de l'automne 2019, les teneurs en métaux observées sur l'ouvrage aval, notamment en Fer et Manganèse dissous, sont repassées très largement sous les seuils de l'arrêté de 2008. Les paramètres dépassant les valeurs nationales par défaut sont les MES et le Fer total, avec des concentrations plus fortes sur l'ouvrage aval.

Un tableau présentant les valeurs moyennes observées depuis octobre 2019, pour les MES, le Fer total et le Fer dissous est présenté dans le rapport.

Il est par ailleurs précisé que :

« On note que le Fer est majoritairement sous forme solide, les concentrations en fer dissous étant stables sur l'ensemble des ouvrages voir même en légère baisse sur l'ouvrage aval. Ces observations sont liées à la géologie locale (calcaire), le fer étant dans ce contexte très peu soluble en lien avec la précipitation des carbonates.

Le taux de matière en suspension est à mettre en relation avec ce phénomène.

Il est également précisé que l'ouvrage aval intercepte un niveau d'eau perché, l'ouvrage amont étant lui représentatif des eaux circulant en profondeur. Ceci peut expliquer les plus fortes concentrations observées en aval.

<p><i>En 2023, on observe sur l'ouvrage amont, une diminution des teneurs en MES et Fer Total sur les deux campagnes, avec des valeurs comparables à celles observées en avril 2022.</i></p> <p>Le bureau d'étude conclut sur le fait que ces variations sont donc d'origine « naturelle ».</p> <p><i>Sur l'ouvrage aval, les concentrations observées restent comparables à celles des années précédentes.</i></p> <p><i>L'activité de la carrière n'est donc pas à l'origine des concentrations observées et reste sans impact sur les eaux souterraines. "</i></p> <p>En conclusion, aucun impact sur la qualité des eaux souterraines lié au fonctionnement de la carrière n'a été relevé à fin 2023.</p> <p>En séance, l'exploitant a indiqué que les travaux relatifs à la réalisation d'un <u>nouveau piézomètre aval</u> plus profond avaient été conduits en 2024.</p> <p><u>La réalisation de ce nouvel ouvrage s'est accompagné de l'abandon d'un ouvrage pré-existant et défectueux.</u></p> <p>Pour rappel, l'annexe IV de l'arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 07/01/2009 repris ci-avant prescrit la transmission au préfet par l'exploitant de rapports de fin des travaux sous un délai maximum.</p> <p>Or, l'exploitant n'a pas transmis au préfet de dossier de "Porter à connaissance" relatif à la modification des conditions de surveillance des eaux souterraines et n'a également pas présenté en séance de procès-verbaux de fin de travaux relatifs respectivement à la réalisation ainsi qu'à l'abandon de ces deux dispositifs.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra, sous un délai n'excédant pas 3 mois, les procès-verbaux/rapports de fin de travaux relatifs respectivement à la réalisation d'un nouveau piézomètre aval ainsi qu'à l'abandon du piézomètre aval pré-existant.</p> <p>Les nouvelles modalités de surveillance des eaux souterraines (dont un plan d'implantation des ouvrages actualisé) devront par ailleurs être notifiées au préfet au travers du dossier de "Porter à connaissance" attendu concernant les modifications globales des conditions d'exploitation du site.</p> <p>Par ailleurs, sous ce même délai, l'exploitant procédera, le cas échéant à une déclaration au titre du code minier, en application de l'article L. 411-1.</p> <p>Enfin, il est rappelé à l'exploitant qu'il doit se conformer aux dispositions de l'arrêté ministériel du 11/09/2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Réglementation générale

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4 – Point V
Thème(s) : Risques chroniques, Déclaration annuelle des émissions de polluants et déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant de la carrière procède annuellement à la déclaration des émissions de polluants et déchets sur l'applicatif ministériel GERE.</p> <p>En complément, il procède également à la déclaration des informations mentionnées au point 9 de l'annexe III (communément appelé "Enquête annuelle carrière").</p>

<p><u>Le contrôle de la déclaration 2024 au titre de l'exercice 2023 appelle les observations suivantes de la part du service d'inspection ICPE :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> • Au regard des données saisies, la production annuelle maximale prescrite n'est respectée (pour rappel 100 000 tonnes/an). Considérant l'historique des télédéclarations et l'activité du site, il s'agit selon toute vraisemblance d'une erreur de saisie (unité) ; • La déclaration indique l'absence d'admission de volumes de déchets inertes en vue d'opérations de remblayage sur l'année 2023. Dès lors, la capacité de remblayage résiduelle n'a pas été précisée (cette donnée est cependant disponible sur la télédéclaration réalisée au titre de l'année 2020).
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier, sous un délai de 1 mois, du respect de la production maximale annuelle prescrite.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>